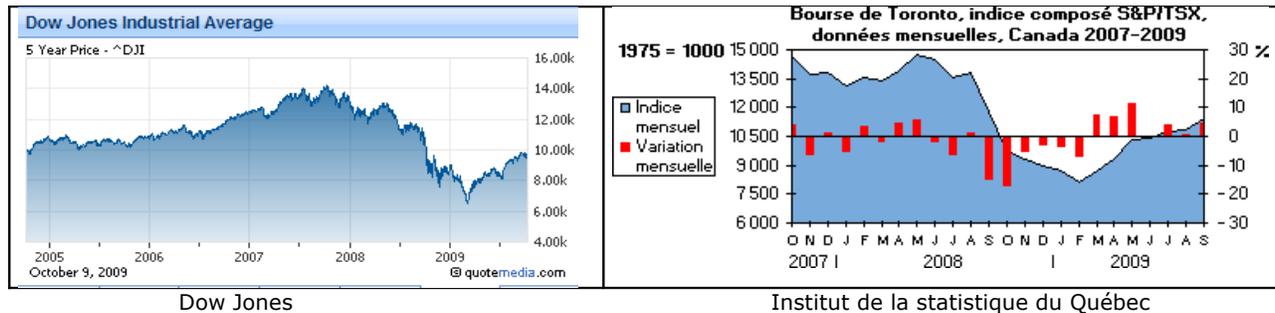


La crise n'est pas finie

Du point de vue du patronat, c'est-à-dire de la bourgeoisie, il y a reprise économique car la bourse est à la hausse depuis mars 2009. Il faut quand même noter qu'à ce jour, on est encore très loin du niveau atteint au printemps 2008 :



Faut-il se surprendre de cette reprise spéculative après l'orgie d'aide qu'a reçu le capital financier au point de mettre en furie le perspicace chroniqueur financier du Devoir :

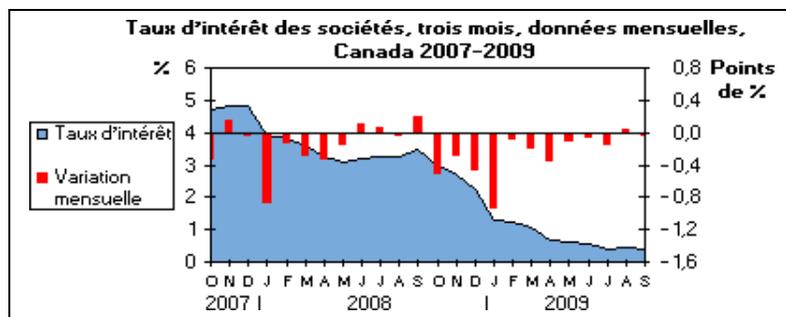
« Les pays membres du club élargi du G20 se sont réunis la semaine dernière à Pittsburgh, aux États-Unis. Au centre de leurs préoccupations: voir à asservir la grande machine de la Finance à laquelle ils sont eux-mêmes totalement asservis.

« [...] Des institutions devenues si grosses que la faillite d'une seule d'entre elles menacerait de disloquer tout l'appareil financier de la planète. [...] Elles ont prêté à qui mieux mieux, aux spéculateurs sur les denrées, aux fournisseurs d'hypothèques à haut risque, aux sociétés de financement offrant des contrats de location d'automobiles sans aucun bon sens, aux spéculateurs sur les marchés des changes et autres. Elles ont accouché de toutes sortes de produits financiers afin de multiplier les commissions récoltées au moment de les émettre. Elles ont même créé des entités pour parquer ces produits en dehors de leur bilan, sans devoir y ajouter un traître sou de leur capital propre. Ce faisant, elles ont poussé leur effet de levier, de ce qu'il aurait dû être de 10 pour 1 (10 \$ d'actif pour 1 \$ de capital propre), à des niveaux de 18 pour 1, certaines poussant l'extravagance jusqu'à 60 pour 1, voire plus. [...]. Elles ont poussé la machine jusqu'à ce qu'elle s'enraye en août 2007. [...] [L]es gouvernements s'endettent aujourd'hui à coup de milliards pour soutenir à bout de bras l'économie mondiale privée pour le moment de son artère principale, celle du crédit abondant.

« Pour injecter ces dollars, les gouvernements émettent à la tonne de nouveaux titres de créance (bons du Trésor et obligations négociables). Émissions auxquelles les grandes banques d'affaires se font un grand plaisir de participer tout en récoltant leur lot de commissions. Elles s'en mettent ainsi plein les poches.

« La grave récession résultant de la crise financière a forcé les banques centrales à charcuter leur taux directeur à presque 0 %. Ce faisant, les grandes banques parviennent à lever des capitaux à des taux d'intérêt insignifiants, argent qu'elles prêtent ensuite aux entreprises et individus à des taux beaucoup plus élevés. C'est particulièrement vrai aux États-Unis alors que les taux à la consommation et ceux des hypothèques sont demeurés relativement élevés en dépit du profond ressac économique. Oui, les grandes banques s'en mettent ainsi plein les poches. »

Claude Chiasson (conseiller financier et chroniqueur au Devoir), 29/09/09



Institut de la statistique du Québec

La revue The Economist ne dit pas autre chose en plus feutré :

« Jusqu'au printemps 2009, les gouvernements mondiaux avaient injecté 432 milliards \$ dans le capital des banques et garanti leurs dettes à la hauteur de 4.65 billions \$. » Même si une partie de ce capital a été remboursée, « l'État reste très impliqué dans le système financier au-delà de sa part de propriété dans le capital. [...] les grandes et complexes institutions financières opèrent avec une garantie implicite étatique, ce qui leur donne un avantage lorsqu'elle empruntent et s'agrandissent. Ceci ajoutera au passif des gouvernements dans le futur. [... Les cinq plus grandes banques étasuniennes] ont reçu les deux tiers des injections de capitaux gouvernementaux alors qu'elles accroissaient leur part du marché à 63.5%. Pour elles, le risque d'insolvabilité a été à toute fin pratique globalement socialisée. »

A special report on the world economy, The Economist, 3/10/09

« Pendant que la parade des faillites ne représente encore qu'une maigre fraction des petites banques des ÉU, elle souligne une division de plus en plus importante entre elles et les grandes institutions comme Goldman Sachs, JPMorgan Chase et U.S. Bancorp, qui se renforcent sans cesse au fur et à mesure que l'économie s'améliore. »

New York Times, 11/10/09

Au Canada, les six grandes banques canadiennes n'ont jamais été en difficulté :

« Pour l'année fiscale 2008, les profits combinés des six grandes banques ont chuté de 7.5 milliards \$CDN à 12.5 milliards \$CDN par rapport au record de 19.5 milliards \$CDN en 2007. Ce résultat se compare à celui de l'année 2005. »

PriceWaterhouseCoopers, rapport 2009

« Après neuf mois, le bénéfice cumulé des six grandes banques atteint 9,73 milliards, soit une augmentation de 11,8 % sur le résultat des neuf premiers mois de 2008. »

Le Devoir, 29/08/09

Pourtant, le gouvernement canadien les a généreusement soutenu :

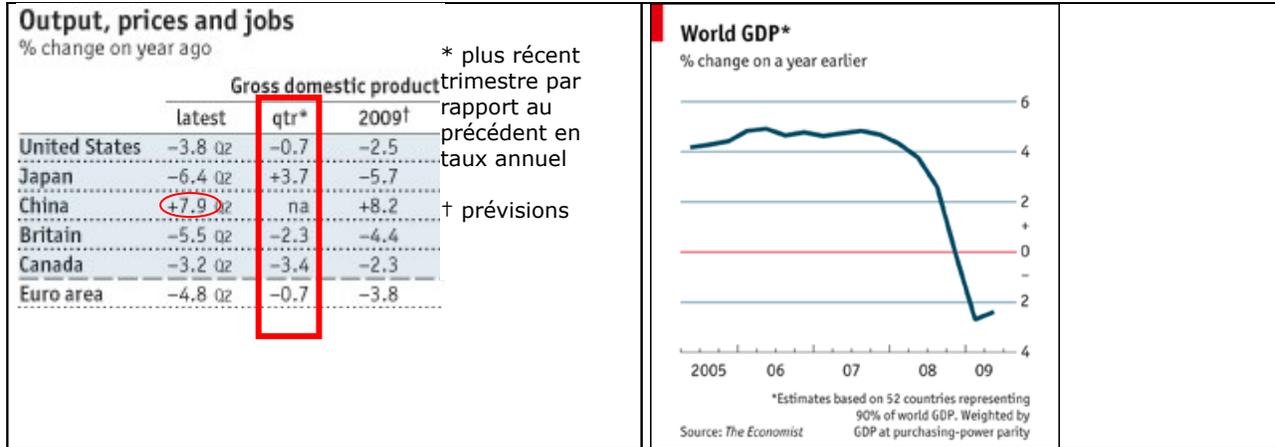
« ...d'importants besoins financiers sont anticipés de 2008-2009 à 2011-2012; plus précisément, on prévoit des besoins financiers de 103,7 milliards de dollars en 2008-2009, 101,2 milliards en 2009-2010, [...] Ces besoins découlent pour une large part des initiatives de l'État à l'appui de l'accès au financement aux termes du Cadre de financement exceptionnel (CFE). Les déficits budgétaires projetés ont eux aussi pour effet de faire augmenter les besoins financiers. »

Le budget de 2009, Gouvernement du Canada

Quelle candeur ! Le soutien aux banques qui n'en ont pas besoin — sauf pour améliorer leur compétitivité par rapport aux banques étasuniennes et européennes — nous coûte un bras, beaucoup plus que le déficit — car l'aide aux banques est hors budget officiel — qui soutient l'économie réelle... dont les transnationales étasuniennes de l'automobile.

Cette mini-reprise boursière se reflète-elle dans l'économie réelle ?

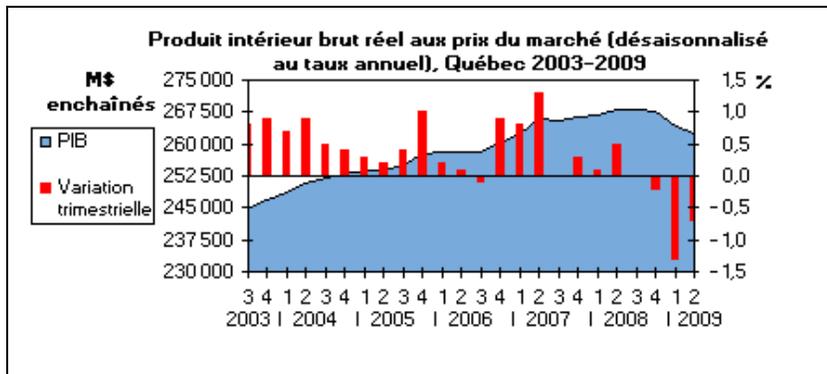
Les plus récentes statistiques du PIB ne montrent aucune reprise sauf une stabilisation du taux de décroissance de l'économie mondiale grâce à la croissance chinoise (et indienne) :



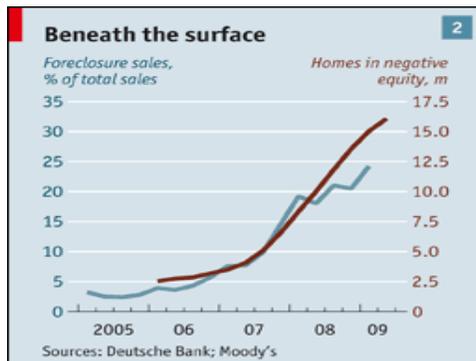
The Economist, 8/10/09

The Economist, 3/10/09

Ce n'est pas différent pour l'économie québécoise :



Les statistiques du troisième trimestre 2009 pour le PIB seront peut-être meilleures sauf que, malgré une légère remontée des ventes de logements, les saisies hypothécaires aux ÉU continuent à augmenter, tout comme le nombre d'hypothèques valant plus que la valeur au marché :



The Economist, 22/08/09

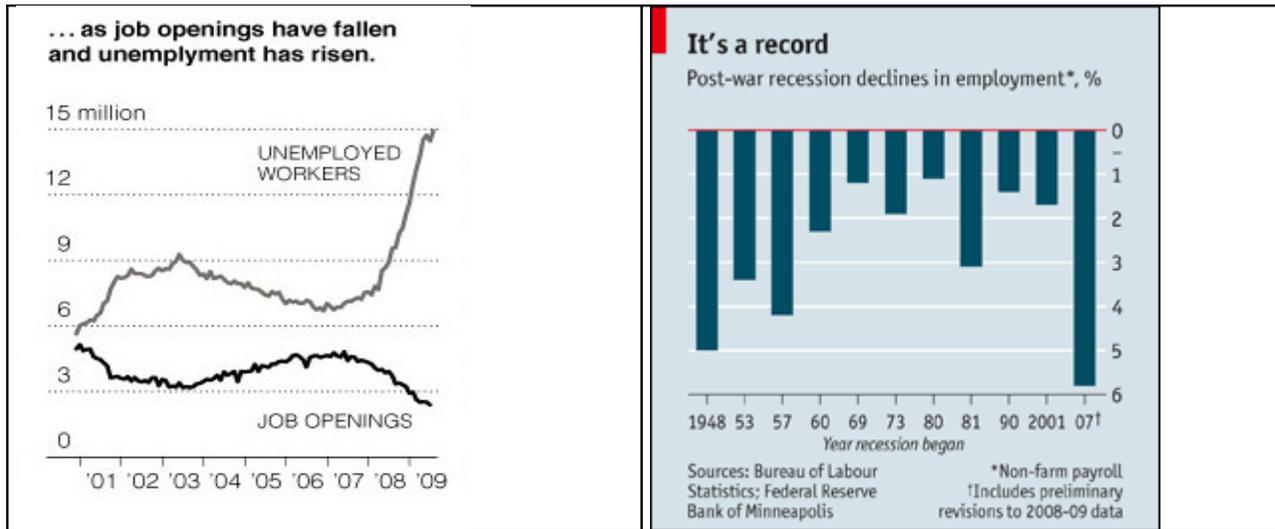
Voilà aussi qu'« avec un bilan alourdi par des prêts immobiliers commerciaux, les difficultés de plusieurs petites banques ne font que commencer. » (New York Times, 11/10/09)

Faut-il alors s'étonner qu'

« [a]près une vague d'amélioration depuis le printemps, l'économie [étasunienne] a trébuché en septembre selon les données les plus récentes, L'emploi hors agriculture a chuté de 263 000, soit 62 000 de plus qu'en août, et le taux de chômage a monté de 0.1% à 9.8%. Les ventes d'automobiles ont chuté comme prenait fin le programme fédéral "cash-for-clunkers". La production manufacturière s'est un peu repliée. »
The Economist, 8/10/09

Du côté de l'emploi, rien ne va

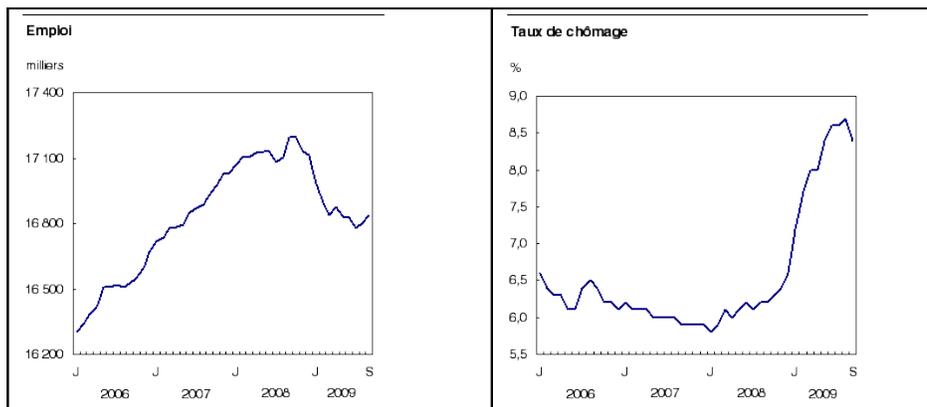
L'analyse de la crise du point de vue de l'emploi est justement celui du prolétariat. De ce côté, rien ne va. Comme le dit The Economist, la crise 2007 a déjà atteint aux EU un record négatif depuis la Deuxième guerre alors que la situation continue de se dégrader :



New York Times, 27/09/09

The Economist, 8/10/09

La situation canadienne, grâce à l'absence d'une crise immobilière et financière, est marginalement mieux mais la tendance est la même tellement l'économie canadienne est imbriquée dans celle des EU :



Citons largement Statistique Canada pour les détails :

« Depuis le sommet atteint en octobre 2008, l'emploi a fléchi de 2,1 % (-357 000), et la majeure partie de la baisse est survenue entre octobre 2008 et mars 2009. Depuis lors, la tendance de l'emploi s'est stabilisée, le nombre de personnes qui occupaient un emploi en septembre étant à peu près le même que celui enregistré en mars.

« En dépit des hausses enregistrées en septembre, l'emploi à temps plein a diminué de 395 000 ou de 2,8 % depuis le sommet atteint en octobre 2008.

« La majeure partie de la baisse de l'emploi depuis octobre s'est produite chez les employés du secteur privé (-3,6 %), alors que le nombre de travailleurs indépendants s'est accru de 2,9 %.

« Depuis octobre, les pertes d'emplois ont surtout touché les hommes âgés de 25 à 54 ans (-211 000) et les jeunes (-205 000). Au cours des derniers mois, les baisses de l'emploi se sont stabilisées chez les hommes du principal groupe d'âge actif, l'emploi ayant diminué de 0,2 % depuis mars. Dans le cas des jeunes, l'emploi a poursuivi son mouvement de déclin tout au long de l'été, les baisses à ce chapitre s'étant établies à 3,4 % depuis mars 2009. »

« L'augmentation du salaire horaire moyen a ralenti par rapport à septembre 2008 et s'est fixée à 2,5 %, soit le taux de croissance d'une année à l'autre le plus faible depuis deux ans et demi. »

Le Quotidien de Statistique Canada, 9/10/09

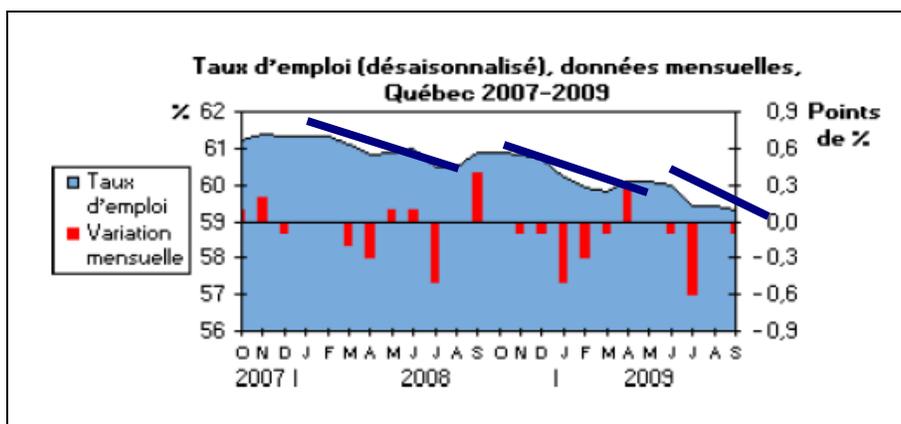
Il faut donc noter que la statistique globale sur l'emploi cache une détérioration qualitative. Les emplois à temps plein ont été détruits à un rythme supérieur à la moyenne. La baisse globale inclut une hausse des dit « travailleurs indépendants », bien souvent une antichambre du chômage. La détérioration de l'emploi affecte le pouvoir d'achat. Le plus grand chômage des jeunes et des hommes favorise délinquance et violence entre autres par rapport aux femmes et aux enfants.

La bouffée d'air canadienne ne se retrouve pas au Québec même s'il a jusqu'ici moins souffert de la crise à cause de sa diversification manufacturière et de la quasi-absence de l'industrie automobile :

« En septembre, le niveau de l'emploi a peu varié au Québec pour un deuxième mois d'affilée. Le taux de chômage a fléchi de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 8,8 %, en raison de la diminution du nombre de personnes sur le marché du travail (je souligne). Depuis octobre, l'emploi dans cette province a reculé de 1,6 %, soit un taux de décroissance inférieur à la moyenne nationale de 2,1 %. »

Le Quotidien de Statistique Canada, 9/10/09

À y regarder de plus près, on constate que le Québec en est à sa troisième baisse du temps d'emploi depuis le début de la crise durant l'été 2007 :



La comparaison avec la crise de 1929 reste valable

On dit que l'actuelle crise ne se compare pas par son intensité à celle des années 30. Ce n'est pas l'avis du chroniqueur économique du Globe and Mail, Barrie McKenna (17/09/09) :

« Aux ÉU, le taux de chômage était de 9.7% en août et la plupart des économistes s'attendent à un taux de plus de 10% vers la fin de l'année ou au début de l'an prochain. Les employeurs n'en ont pas fini avec les congédiements encore, supprimant des centaines de milliers chaque mois.

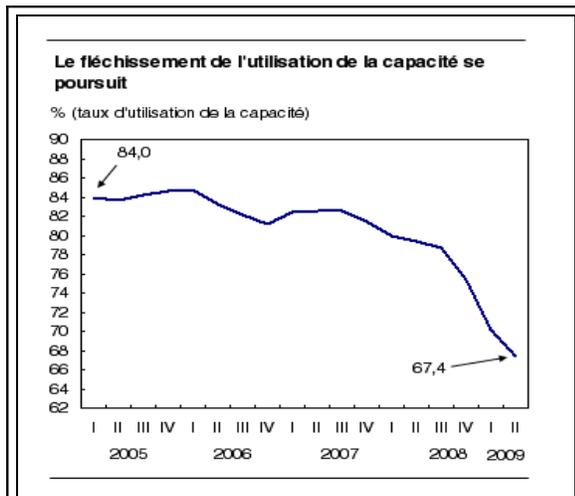
« Ces chiffres ne semblent pas ressembler à ceux de la Dépression. En 1930, le taux de chômage avait presque doublé de 8.7% à 15.9% Cependant, Daniel Albert, gérant-partenaire de Westwood Capital de New-York a souligné des parallèles frappants entre la situation après-crise de 1930 et celle de 2009. Si l'on tient compte de la façon de calculer le taux de chômage aujourd'hui, le taux de chômage actuel serait aux ÉU de 16.3%, marginalement pire qu'en 1930. Le gouvernement exclut maintenant un grand nombre de travailleurs qui ont soit cessé de chercher activement un emploi, soit sont temporairement sans emploi, soit sont en grève, soit travaillent à temps partiel, soit participent à des programmes de formation. Ce n'était pas le cas en 1930. »

En tout cas, le fléchissement drastique des taux d'utilisation manufacturiers n'annoncent aucun rebond des investissements :

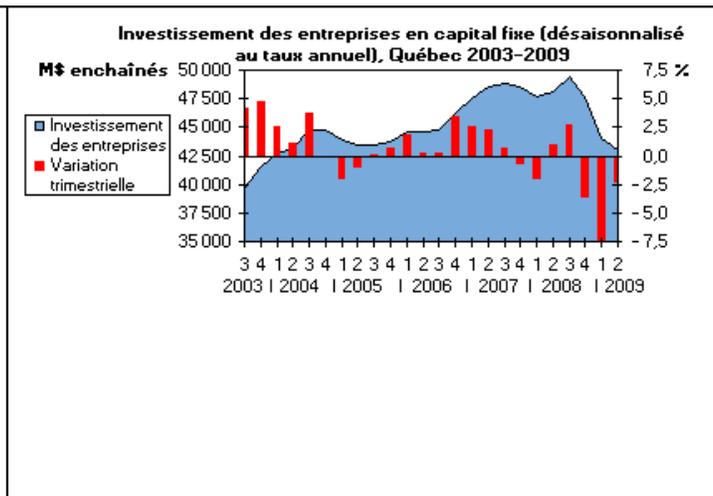
« Dans la zone euro, selon la Commission européenne, le taux d'utilisation des équipements manufacturiers en juillet était de 69.5%, bien en deçà de sa moyenne de 81.5%. Aux ÉU, il était en août de 66.6%, 13 points de pourcentage en bas de la normale. »

A special report on the world economy, The Economist, 3/10/09

Le taux canadien n'était guère mieux pas plus que l'état des investissements québécois :



Statistique Canada



Institut de la statistique du Québec

D'où va venir la demande ?

D'où viendrait d'ailleurs la demande ? Si la crise fait fondre les actifs financiers, le fardeau de la dette reste :

« Avant la crise, les actifs surévalués possédés par les banques et les ménages avaient comme contrepartie d'immenses dettes. Après la crise, la valeur des actifs a fondu mais le passif demeure. »

(A special report on the world economy, The Economist, 3/10/09)

Le problème est même pire qu'il n'y paraît :

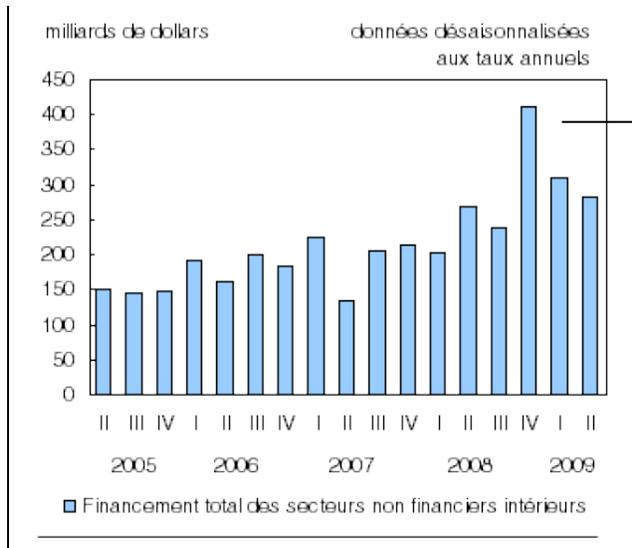
« Pour restaurer leur valeur nette [à ce qu'elle était avant la crise], les ménages [étasuniens] devront repayer 1.4 billion \$ de dette. Au niveau de l'actuel taux d'épargne, la restauration de leur bilan ne fera pas avant 2012. [Mais cela pourrait être insuffisant]. Maintenant que le crédit est plus serré et l'emploi davantage précaire, les ménages sentent le besoin d'un coussin d'épargne qui sera long à accumuler et obligera le maintien d'un taux d'épargne élevé pendant longtemps pour le maintenir. »

(A special report on the world economy, The Economist, 3/10/09)

En résulte que « la croissance drastique des emprunts gouvernementaux [étasuniens] depuis 2007 a été plus qu'effacée par le renversement des emprunts des ménages et des entreprises »

Comme il n'y a pas eu de crise financière au Canada, contrairement aux ÉU, le ronron de l'endettement continue sa croissance avec les emprunts gouvernementaux qui suppléent le léger fléchissement de l'endettement des ménages bien que celui-ci reprenne du poil de la bête avec le dégel du crédit :

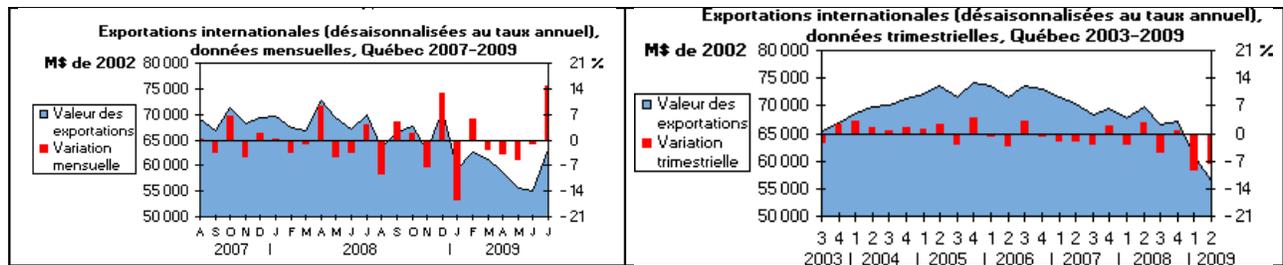
Financement canadien des secteurs non financiers
(entreprises, ménages et gouvernements)



Le Quotidien de Statistique Canada , 1/09/09

Le pic du quatrième trimestre de 2008 (et quelque peu de premier trimestre de 2009) s'explique par les emprunts du gouvernement canadien pour sauver les banques qui n'en avaient pas besoin.

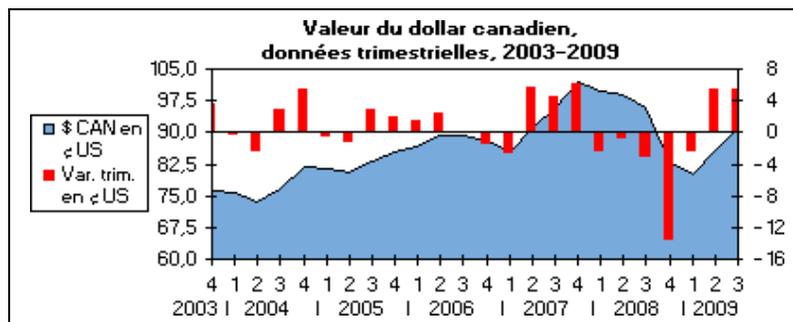
Si ce n'était que de la situation intérieure de l'économie canadienne il n'y aurait pas (encore) eu de crise économique ni au Canada ni au Québec. Elle est due à l'imbrication de l'économie canadienne dans l'économie mondiale, particulièrement avec l'économie étasunienne comme le montre la chute des exportations hors Canada du Québec lesquelles comptent pour environ 25% de son PIB.



Institut de la statistique du Québec

On note à quel point les exportations ont été un facteur de croissance jusqu'en 2005 pour devenir un facteur de décroissance à partir de 2007.

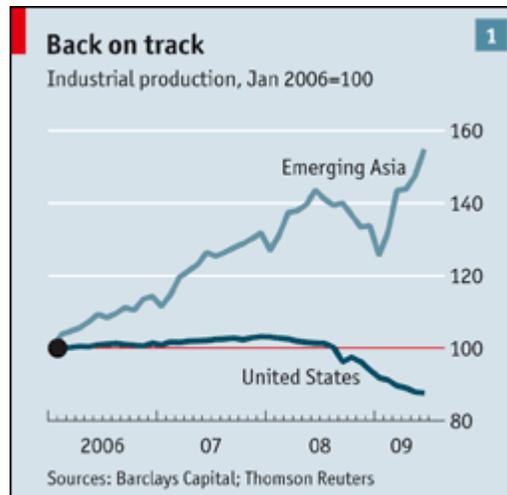
Le taux de change du dollar canadien avec le dollar étasunien explique la stagnation à partir de 2005 tandis que la crise étasunienne explique la décroissance depuis 2007. La remontée du dollar canadien depuis l'hiver 2009, due à la fois à l'affaiblissement de la valeur du dollar étasunien face à l'ensemble des monnaies fortes et à l'or et à la remontée des prix des matières premières, en particulier du pétrole, n'a rien pour aider les exportations vers une économie étasunienne défailante :



Institut de la statistique du Québec

La Chine et consorts sauveront-ils le monde d'un nouveau plongeon ?

Leur économie a rebondi depuis le début de 2009 après un sérieux plongeon au point que le niveau de la production industrielle y atteint de nouveaux sommets :



The Economist, 15/08/09

Le secret de ce tournant en Chine est l'imitation servile du modèle d'endettement à l'américaine d'une économie dont tous les secteurs (ménages, entreprises, gouvernements) étaient jusqu'à ce jour peu endettés. Est-ce que ce sera suffisant pour se substituer aux ÉU comme moteur de l'économie mondiale ? :

The New York Times

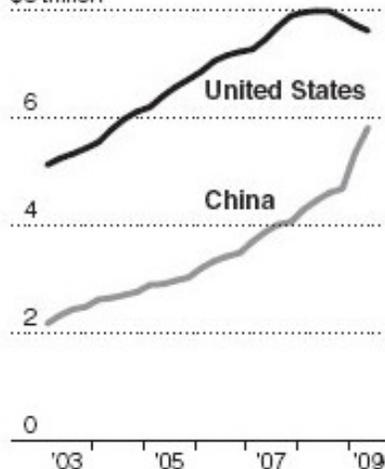
Lending Differently ...

Total loans outstanding have soared at Chinese banks this year, while slipping at weakened American banks.

TOTAL BANK LOANS OUTSTANDING

Quarterly

\$8 trillion



New York Times, 17/09/09

« Au lieu d'augmenter ses exportations au niveau de ses prodigieuses importations, les ÉU réduisent leurs achats à l'étranger. Entre le quatrième trimestre de 2007 et le deuxième trimestre de 2009, leurs exportations ont baissé de 215 milliards \$ (en dollars de 2005 au taux annuel) et leurs importations de 440 milliards \$. [...] Les étrangers ont supporté environ 30% [de la réduction des dépenses de l'économie étasunienne]. Pour que les exportateurs chinois combent cette faille, leur surplus [du compte courant] de 297 milliards \$ devrait se transformer en déficit de 463 milliards \$. Cela nécessiterait une chute drastique du taux d'épargne qui égalait en 2008 plus de 50% du PIB chinois. »

Ce tournant ne nécessiterait pas tellement une baisse de l'épargne des ménages, dont le revenu total est passé de 72% du PIB en 1992 à 55% en 2007 (et la consommation pour 35%) parce que la phénoménale croissance chinoise de plus de 10% l'an ces dernières années n'a accru l'emploi que de 1% l'an. En contrepartie, les profits comptaient pour un incroyable 22% du PIB en 2007 d'où une croissance qui s'explique, côté dépenses nationales, à 87% par les investissements, tant ceux de l'État — le plan de relance — que des entreprises tous deux financés par les banques.

« Les investissements deviennent éventuellement productifs mais la nouvelle production difficile à vendre sur le marché national. Les dirigeants chinois ont résolu la difficulté par un yuan compétitif [sous-évalué] leur permettant de vendre leurs surplus à l'étranger. »

Source : A special report on the world economy, The Economist, 3/10/09

La prétendue sortie de crise semble donc s'expliquer par la généralisation du modèle d'endettement étasunien tant au monde entier qu'aux budgets gouvernementaux :

Avant le paiement des intérêts, les déficits publics des pays du G-20 seront en 2009 à la hauteur de 8.6% de leur PIB, dont 12.3% pour les ÉU

A special report on the world economy, The Economist, 3/10/09

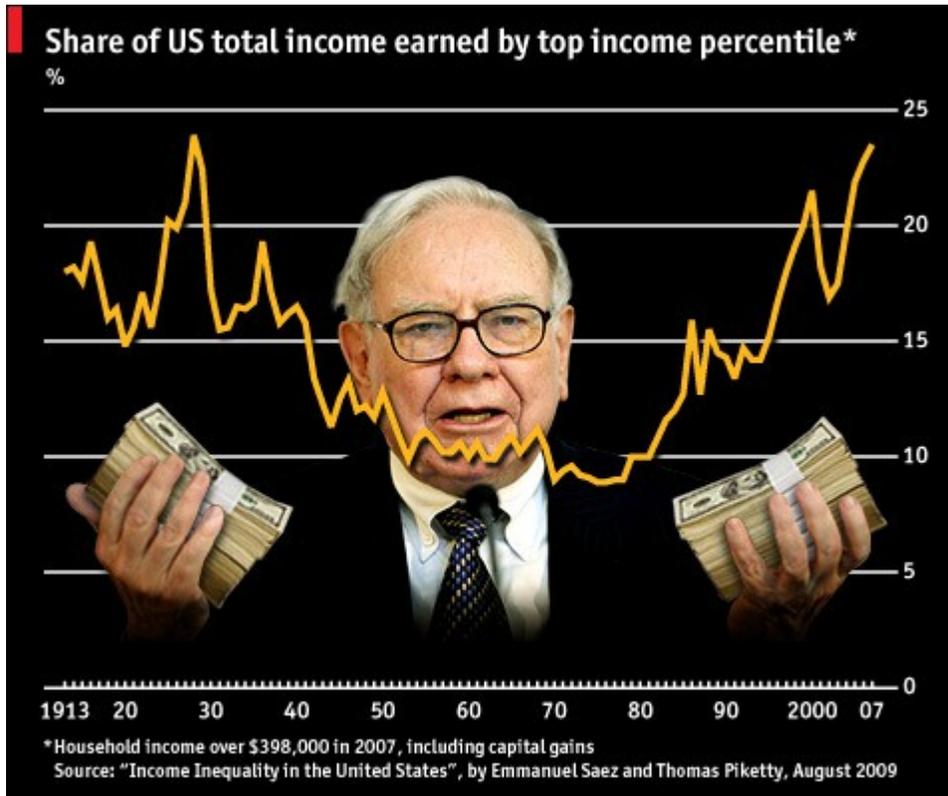
Ce modèle est-il soutenable ? Déjà la bourse de Shanghai, maintenant la deuxième plus importante au monde, connaissait en août une deuxième bulle spéculative en trois ans. Le coup de frein ne s'est pas fait attendre :

« Après une explosion de prêts, les principales banques chinoises ont mis abruptement fin à l'expansion du crédit, ce qui pourrait affecter les placements boursiers et indirectement affaiblir le marché en réduisant les perspectives de croissance. [...] On attendait un déclin des prêts dans la deuxième partie de l'année [2009] ; son taux pour plusieurs a été un choc. »

The Economist, 29/08/09

Et la redistribution des revenus ?

Peut-on sérieusement prétendre sortir de la crise sans s'attaquer frontalement à la plaie de la mal-distribution des revenus ? Aux ÉU, le record de 1928, depuis la compilation de statistiques fiables à partir de 1913, vient d'être atteint. Une image de cette plaie vaut mille mots :



The Economist, 7/10/09

La plupart des économistes patentés débattent si la sortie de crise sera en « V » (reprise forte) ou en « L » (longue stagnation). Peu croit à un « W » (une rechute). Mais il y en a :

« Le monde ne s'est pas attaqué aux problèmes au cœur de la décroissance économique ce qui signifie un retour de la récession, selon un des économistes académiques qui avait prédit la crise financière. »

« Allons-nous vers une récession en "W"? Presque certainement. Vers une récession en "L"? Je n'en serais guère surpris. » a dit [William White, l'ancien économiste en chef très respecté de la Banque des règlements internationaux de 1995 à 2008...] « La seule chose qui me surprendrait serait une reprise rapide. »

Financial Times, 14/09/09

À suivre : sortie de crise par le capitalisme vert ou par l'écosocialisme ?